

49. Entre Marx et Bakounine, la Première Internationale en Belgique (2014)

On trouvera ci-dessous le texte d'une conférence donnée en mai 2014 à la demande de la FGTB de Verviers dans le cadre de son « Festival de résistance ».

Pour évoquer le mouvement ouvrier belge voici un siècle et demi, je voudrais commencer par deux citations pour illustrer le titre de cet exposé. La première est extraite d'une lettre de Marx à Engels commentant le 3^e Congrès de l'Internationale, qui se tient à Bruxelles en septembre 1868 : « *Par bonheur, le Congrès s'achève aujourd'hui, mais il est toujours à craindre qu'il se rende ridicule étant donné que les Belges en forment l'énorme majorité* ».

La seconde citation est extraite d'une lettre de Bakounine à Elisée Reclus le 15 février 1875 : « *J'admire la patience et la persévérance héroïque des Jurassiens et des Belges, ces derniers Mohicans de l'Internationale, qui opposent leur front obstiné au cours absolument contraire des choses* ». Il y a énormément de choses illustrées par ces deux citations, presque symboliques tant elles sont révélatrices de ces deux grandes personnalités et de l'histoire de la section belge de l'AIT durant ces sept ou huit années.

Avant d'expliquer ce qu'a été la section belge de l'Internationale, cette première grande tentative d'organisation des prolétaires et cette première rencontre à grande échelle entre ceux-ci et les militants démocrates de la bourgeoisie, je pense qu'il n'est pas superflu de rappeler que ces derniers existaient en Wallonie et à Bruxelles depuis les années 1830, qu'ils s'étaient manifesté avec vigueur en 1848 et qu'ils n'avaient cessé ensuite de prôner une transformation sociale, mais sans entrer en contact avec le prolétariat industriel. A cette époque les révoltes ouvrières étaient rares car illégales et suicidaires. Il y eut quelques conflits célèbres dans ces temps épouvantables comme celui des tisserands lyonnais en 1834, les fameux Canuts chantés par Aristide Bruant en 1910, mais ce sont surtout les animateurs des mouvements démocratiques bourgeois qui furent les premiers précurseurs du socialisme belge en dehors de ces conflits sociaux durement réprimés. Vu le rôle que certains joueront dans la naissance de l'Internationale, je dois revenir un moment sur ceux-ci.

Pendant les premières années de l'indépendance après la rapide confiscation de la révolution prolétarienne par la bourgeoisie belge, l'évolution des idées socialistes en Belgique est d'abord le fruit d'influences françaises. Ce sont, dès 1831 et en 1834, les disciples français de Saint-Simon qui exposent au cours de deux missions les principes de la religion saint-simonienne. C'est ensuite Victor Considérant qui expose les théories de Charles Fourier au cours de plusieurs séjours en Belgique à partir de 1838. C'est aussi à la même époque l'activité des sociétés secrètes créées par le vieux conspirateur français Buonarotti, l'ami et le complice de Babeuf, qui avait été guillotiné en 1797 pour ses idées communistes et une tentative de renverser le Directoire. Buonarotti avait publié à Bruxelles en 1828 une histoire de cette *Conspiration pour l'Égalité* et son livre avait imprégné les plus radicaux des révolutionnaires belges de 1830, dont Louis De Potter, le doyen d'âge du Gouvernement provisoire, et deux Spadois, vivant à Bruxelles, les frères Alexandre et Félix Delhasse.

N'ayant pu faire triompher les thèses de Buonarotti en faveur d'un pouvoir populaire et révolutionnaire, De Potter se retira du Gouvernement provisoire belge dès octobre 1830 et s'exila à Paris. Les frères Delhasse et le républicain Lucien Jottrand, eux, militèrent dans les

sociétés secrètes babouvistes et relayèrent les idées de Saint-Simon et de Fourier, les inspirateurs de la plupart des socialistes de cette génération, notamment dans *Le Débat social* à partir de 1844, un journal bruxellois dirigé par Félix Delhasse puis par Jottrand. D'autres démocrates faisaient de même ailleurs à la même époque, notamment à Verviers un groupe animé par Hector Mottet qui se manifestait dans les colonnes du *Journal de Verviers* sous le pseudonyme de Gilles Potaie et qui organisa les premières émeutes ouvrières qui se produisirent chez nous en 1844.

Cela ne veut pas dire que les idées présocialistes pénètrent déjà la classe ouvrière. En fait, elles n'atteignent que quelques petits bourgeois cultivés et généreux, en rupture de classe en quelque sorte, comme, toujours à Verviers, l'architecte Jean-Joseph Humblet et son collègue enseignant au futur Collège communal Joseph Goffin, ou encore à Bruxelles, le tailleur Jean-Nicolas Colard, originaire de Hodimont et beau-frère du Verviétois Mottet. C'est aussi à ces milieux d'avocats, d'enseignants et de journalistes que l'influence socialiste allemande se limitera à partir de 1845 environ. Le jeune Marx, bientôt rejoint par Engels, s'installe alors à Bruxelles; ils y retrouvent de nombreux exilés allemands et c'est dans la capitale qu'ils élaborent le *Manifeste communiste*, avec la collaboration active de l'avocat liégeois Victor Tédesco.

Une section bruxelloise de la "Ligue des Communistes" allemands est créée en août 1847 et le mois suivant c'est une Association démocratique internationale qui est mise en place. Elle regroupe tout ce que la capitale compte de militants d'extrême gauche, soit trente Belges dont Jottrand, qui en est le président, et trente-trois étrangers, surtout Allemands, dont Marx qui est élu vice-président. C'est de cette époque que datent les premières divergences de vues entre Marx et Bakounine, qui s'étaient déjà croisés trois ans plus tôt à Paris. En '47, Bakounine, qui n'est pas encore anarchiste mais déjà révolutionnaire et flamboyant, est lui aussi à Bruxelles. Il va à une seule réunion de l'Association démocratique puis décide de s'en éloigner. Il s'en explique dans un courrier à son ami Herwegh : « *L'Association démocratique peut vraiment aboutir à quelque chose de bien mais ces Allemands, surtout Marx d'ailleurs, continuent ici comme d'habitude à engendrer des catastrophes. Vanité, haine, commérages, arrogance dans la théorie et pusillanimité dans la pratique (...). Il ne peut être question dans cette société de respirer à pleins poumons. Je me tiens à distance* ».

L'Association démocratique tiendra de nombreuses réunions jusqu'en mars 1848 mais ne survivra pas à la répression qui suit la révolution de février en France: ses membres étrangers sont expulsés et plusieurs des animateurs belges sont emprisonnés sous des inculpations diverses, que ce soit à Bruxelles ou en province, comme le Verviétois Hector Mottet, le Gantois August Spilthoorn ou les Liégeois Tedesco et Prosper Esselens, qui seront tous exceptés Mottet condamnés à mort puis à la prison à vie au fort de Huy afin de briser les groupes de démocrates dont ils sont les meneurs. Après les années de persécution ils seront libérés au milieu des années '50.

Certains militants de 1848 rejoindront ensuite la gauche libérale comme Tedesco, qui finira président du Conseil provincial à Arlon ; d'autres poursuivront leur carrière militante jusque dans les rangs de l'Internationale comme Corneil Gomzé à Verviers, Eugène Steens à Gand ou encore l'imprimeur Désiré Brismée à Bruxelles ; d'autres enfin encore plus à gauche, seront autonomes et aigris au point de refuser de s'embrigader dans l'Internationale, comme Prosper

Esselens, Nicolas Coulon ou encore deux célèbres artisans bruxellois agitateurs en milieu ouvrier flamand, Jacob Kats et Jan Pellerin. Tous par contre se retrouvent dans le combat anticlérical et dans le mouvement des libre-penseurs, tout en y reproduisant, à Bruxelles en tous cas, les divisions entre gauche radicale et extrême gauche dans deux groupes rivaux, *L’Affranchissement* créé en 1854 par Coulon et Pellerin et *Les Solidaires* qui font scission en 1857 et qui sont présidés par Brismée.

Ce sont les anticléricaux bruxellois qui créent en 1860 une nouvelle association politique, *Le Peuple*, dont un des principaux animateurs sera un des beaux-fils de Brismée, César De Paepe, et c’est cette association qui se constitue en section bruxelloise de l’Association internationale des travailleurs, l’A.I.T., en juillet 1865 et qui envoie De Paepe comme délégué à la conférence organisée à Londres en septembre suivant, où il fait la rencontre de Marx. L’Internationale a été fondée un an plus tôt exactement, le 28 septembre 1864, lors d’un congrès européen dont l’idée était née deux ans plus tôt à l’occasion de la visite à Londres de délégués ouvriers français venus visiter l’Exposition universelle de l’été 1862. Marx vit alors en exil dans la capitale anglaise depuis 1850, et c’est lui qui tire les ficelles de l’AIT en dominant le Conseil général, son organe suprême de direction. Il est soutenu dans l’ombre, tant financièrement que dans son action politique, par Engels qui dirige alors une filature familiale à Manchester et qui subviendra grâce à cela aux besoins de Marx, de sa femme et de ses filles pendant plus de trente ans.

En 1865, comme la plupart des futurs dirigeants de la section belge de l’Internationale, De Paepe est sous l’influence proudhonienne. Proudhon vécut alors quatre années en Belgique, il se lia avec Félix Delhasse qui l’accueillit plusieurs fois à Spa dans sa maison familiale, et la pensée de Proudhon, que Marx critiquait déjà à l’époque, allait orienter l’évolution intellectuelle de beaucoup de jeunes démocrates comme De Paepe. Celui-ci était déjà dans sa période proudhonienne lorsqu’à 22 ans il prononça en décembre 1863 un discours fleuve à Pattignies, devant les paysans d’un petit village namurois où un agriculteur communiste et athée avait créé un « Cercle des cultivateurs ardennais » qui adhéra à la section belge de l’AIT dès 1865.

Mais en dehors de ce groupuscule ardennais dont l’animateur s’exilera au Kansas avec d’autres militants du Cercle en 1869, et en dehors des 60 membres de la section bruxelloise, l’Internationale stagnera en Belgique comme ailleurs jusqu’à l’hiver 1867. Puis tout va aller très vite. En quelques mois, l’Internationale obtient un succès remarquable dans tout le pays. Pour plusieurs raisons. Économiques : après un prodigieux essor dans les cinq années précédentes, la production ralentit en 1867, le chômage augmente, les salaires régressent ou en tout cas ne suivent pas la hausse des prix et le mécontentement grandit. Sociales: le pays est devenu à prépondérance industrielle, les générations ouvrières ont mûri, une conscience de classe commence à poindre dans une fraction de celles-ci. Politiques enfin: le ministère libéral au pouvoir depuis dix ans est ouvertement contesté sur sa gauche par des éléments progressistes prêts à devenir des "compagnons de route" du mouvement ouvrier, et le pouvoir lui-même met le feu aux poudres de l’agitation sociale et politique par une loi augmentant le nombre des recrues pour l’armée.

À l’occasion d’une vague de meetings antimilitaristes, des contacts se nouent entre les Internationalistes bruxellois et des groupes de militants déjà organisés à Anvers où la "Ligue

du Peuple", créée en mars 1867, s'affilie à l'AIT en mars 1868, à Verviers où "Les Francs Ouvriers", créés fin '67, adhèrent à l'Internationale en avril '68, à Liège où une section se constitue en mai 1868, à Gand où un syndicat de Tisserands créé en 1857 s'affilie à l'AIT en octobre '68. L'Internationale pénètre aussi en Hainaut, à l'occasion d'une grève dans le bassin de Charleroi en mars 1868, qui dégénère très vite en émeute : l'armée abat dix manifestants le 26 mars, vingt-deux ouvriers sont renvoyés aux Assises, et les socialistes bruxellois leur paient des avocats qui obtiendront, en août, l'acquittement des accusés. Mais surtout, la section bruxelloise de l'AIT profite de l'effervescence pour organiser une impressionnante série de meetings dans tout le Hainaut. Des dizaines de sections sont formées au cours de cette vaste campagne de propagande, quarante-deux dans le seul bassin de Charleroi où ont lieu près de cent vingt meetings en 1868. Une quinzaine sont également organisés dans le Borinage dont la première à Pâturages, mais La Louvière et le Centre ne sont pas touchés qu'en février 1869. La percée de l'Internationale en Wallonie devient donc une réalité au cours de ces deux années pendant lesquelles l'AIT donne près de sept cents meetings dans le sud du pays.

La cellule de base de l'AIT, c'est la section locale, groupant les travailleurs d'une même commune. Au printemps 1869, les sections wallonnes forment huit fédérations géographiques. Passons-les rapidement en revue d'ouest en est. Celle du Borinage comptera à ses débuts dix sections. Les 42 groupes du bassin de Charleroi, auxquels s'ajoutera une éphémère section de femmes en 1870, sont répartis entre quatre fédérations. La fédération liégeoise, par contre, ne compte que quatre sections auxquelles s'ajoutera une éphémère section flamande en 1870. A l'est, la fédération verriétoise, dite "de la Vallée de la Vesdre" est fondée en juillet par onze puis douze sections locales, auxquelles s'ajouteront une section allemande à l'automne et une solide section de femmes animée par Marie Mineur trois ans plus tard. Enfin la région du Centre ne constitue, elle, sa fédération qu'en avril 1870 avec dix, quatorze puis dix-sept sections.

La fédération est une institution wallonne: en Flandre, où il n'existe alors des sections qu'à Gand, Anvers et Bruges, une seule fédération sera mise en place (en 1872 seulement) pour la région anversoise lors de la formation d'une section à Merksem. Les fédérations organisent des Congrès trimestriels et désignent des délégués aux Congrès semestriels de la section belge, qui est elle-même représentée aux Congrès internationaux annuels. Outre les sections locales, font aussi partie de l'Internationale des syndicats professionnels baptisés sociétés de résistance, des coopératives de consommation et parfois même de production et des caisses de prévoyance, autrement dit des mutuelles. Au niveau national, la coordination de l'action est confiée aux seize membres d'un Conseil belge qui sera bruxellois jusqu'en 1873; régulièrement réélu en bloc dès 1868, il a pour secrétaire général Eugène Hins et pour secrétaire extérieur correspondant avec Londres César De Paepe, c'est-à-dire les deux beaux-fils de Désiré Brismée.

À tous égards, l'Internationale est hétérogène. À Bruxelles, où les principaux dirigeants jouent tous un rôle national ou international, la section ne parvient pas à attirer la majorité des associations de métier préexistantes ni à rassembler la masse artisanale en un tout organisé. Repoussant ses avances, les syndicats des professions très qualifiées et encore bien protégées par leur corporation, comme les bijoutiers ou les typographes, mènent leur existence propre, en dehors de l'Internationale, qui recrute plus aisément dans l'artisanat moyen des menuisiers

et cordonniers par exemple. À Gand également, une importante fraction des tisserands déjà organisés se tient à l'écart de l'AIT.

La situation est totalement différente à Verviers par contre, où tous les secteurs industriels sont représentés dans la fédération, aucun organisme n'existant en dehors d'elle. Dans cette région que domine la figure de Pierre Fluche, les Internationalistes ne sont pas dépendants des Bruxellois, au contraire, et les militants verviétois joueront un rôle moteur dans l'évolution de l'Association en Belgique. Les Verviétois se sont créés seuls, leur journal *Le Mirabeau* devient vite un des principaux organes de l'AIT, ils ont leur propre local au fond de la Cour Sauvage, ils organiseront avant tout le monde une tentative de dialogue social avec le patronat local, ils lanceront en 1871 le mouvement pour la réduction du temps de travail et ils obtiendront la première victoire sur ce plan dans le pays. Voilà ce qu'écrivait à leur sujet au Conseil général de Londres leur correspondant bruxellois, Eugène Hins, en juillet 1868: « *Si nous rencontrons partout la même intelligence et le même courage que chez les Francs-Ouvriers de Verviers ! Ces gaillards-là qui sont de simples tisserands, travaillant douze heures par jour, se sont fondés d'eux-mêmes sans aucun secours de notre part et ont immédiatement publié un journal mensuel (...) Voilà des gaillards qui marchent tous seuls. Vous ne sauriez imaginer le courage et le dévouement de ces gens-là* ».

Et voici ce qu'écrira plus tard le fils spirituel et continuateur de Bakounine, Kropotkine, qui rencontra ces militants verviétois en 1872 et qui explique dans ses *Mémoires* que cette rencontre, parmi d'autres facteurs, renforça son adhésion à l'anarchisme: « *Un voyage que je fis en Belgique, où j'eus l'occasion de comparer l'agitation politique centralisée à Bruxelles avec l'agitation économique et indépendante qui était en train de se développer parmi les ouvriers drapiers de Verviers, ne fit que me confirmer dans mes opinions. Ces tisserands en drap étaient une des populations les plus sympathiques que j'aie jamais rencontré dans l'ouest de l'Europe* ».

Les fédérations du Hainaut par contre ne sont guère autonomes; le socialisme a été importé dans cette province par les orateurs bruxellois et les sections continueront toujours à compter sur ces derniers pour leur propagande, particulièrement dans le Borinage. Aucune personnalité de premier plan ne sortira alors de la masse des mineurs.

D'autres différences au sein de l'Internationale en Belgique belge résident enfin dans les divergences idéologiques entre les différents leaders, et j'en reviens ainsi au conflit entre les tendances symbolisées par Marx et par Bakounine. En fait, il n'y a pas de cohésion doctrinale au sein de l'Internationale mais de multiples courants entre lesquels les frontières sont d'autant plus floues que les conceptions des leaders évoluent au fil des ans, sous l'influence des lectures, des rencontres et des leçons de la pratique militante. Le cas de César De Paepe est exemplaire à cet égard. J'ai dit qu'il était proudhonien dans les années 1860, mais il devra vite constater que Marx entend réduire à néant l'influence des idées de Proudhon sur les sections française et belge, or Marx s'y entendait pour imposer ses vues. Voici ce qu'il écrit en novembre 1867 à Engels, dix mois déjà avant le congrès de Bruxelles de septembre 1868: « *Je ferai moi-même un sort à ces ânes de proudhoniens au prochain congrès de l'AIT à Bruxelles. J'ai arrangé toute l'affaire minutieusement et je n'ai pas voulu me manifester personnellement avant qu'il y ait rupture et que notre Association ait pris racine. Pour le reste, je leur donnerai des coups de fouet dans le rapport officiel du Conseil général (puisque) malgré tout le mal qu'ils*

se sont donnés, les bavards parisiens n'ont pu éviter notre réélection ».

Parce que les débats au sein de la gauche, depuis plus d'un siècle et demi, ne sont d'une certaine manière que les avatars des querelles idéologiques de cette époque, il est utile de rappeler les questions discutées dans les Congrès de l'AIT et, sommairement, les attitudes à leur propos. Deux problèmes essentiels résument les débats de l'époque dans l'Internationale : la collectivisation de la propriété et la nature de l'État socialiste futur, à quoi sont intimement liés le choix des moyens d'action du mouvement ouvrier et la structure de son organisation interne. Les proudhoniens sont favorables au maintien de la petite propriété individuelle, ils croient en l'efficacité des sociétés mutualistes, ils prônent une organisation fédéraliste pour la société future et pour l'Internationale qui doit la préfigurer. Une autre tendance anarchiste, celle de Bakounine, est d'accord avec les marxistes pour la collectivisation de toute l'économie mais elle est par contre à ce point adversaire de l'État qu'elle vise sa destruction immédiate pour le remplacer par une organisation fédéraliste basée sur l'association volontaire des communes : toutes les forces militantes doivent donc être consacrées non pas à la conquête du droit de vote et à l'action parlementaire comme le préconisent les marxistes mais à la préparation de la révolution, ce qui impliquera même, un temps, la condamnation des grèves partielles chez les bakouniniens. Quant aux marxistes, qui sont eux aussi collectivistes, ils estiment au contraire indispensable le maintien de l'État pendant la "phase de construction" de la société future et ils souhaitent que le mouvement ouvrier soit adapté à la conquête de cet État, c'est-à-dire organisé en partis nationaux centralisés et engagés dans l'action politique - ce que rejette Bakounine. Une chose que l'on peut en tous cas dénier à Bakounine, c'est sa remarquable lucidité. Voici comment il prédit ce que risque d'être l'État communiste : « *La révolution marxiste consistera dans l'expropriation des propriétaires et des capitalistes actuels, dans l'appropriation de toutes les terres et de tout le capital par l'État qui, pour pouvoir remplir sa grande mission économique aussi bien que politique, devra être nécessairement très puissant et très fortement concentré [...]. L'État marxiste sera d'autant plus despotique qu'il s'appellera l'État populaire.* »

Lucidité encore lorsqu'il envisage à quoi pourrait aboutir une vraie démocratie parlementaire : « *La production capitaliste et la spéculation des banques vont fort bien de pair avec ce qu'on appelle la démocratie parlementaire, car cette forme d'État la plus moderne, basée sur le soi-disant règne de la volonté populaire, dont on prétend qu'elle s'exprime par les éventuels représentants du peuple aux assemblées supposées populaires, réunit en elle les deux conditions nécessaires à la prospérité de l'économie capitaliste: la centralisation de l'État et la sujétion réelle du souverain, c'est-à-dire du peuple, sous la minorité qui prétend la représenter mais qui, en réalité, le gouverne intellectuellement et qui l'exploite nécessairement.* »

Les Internationalistes belges sont fort proudhoniens au début, mais ils seront amenés à réviser leurs conceptions pendant la période d'essor du mouvement. Ainsi, alors qu'ils les trouvaient inutiles et parfois néfastes, ils ont l'occasion en 1868-69 de constater la valeur des grèves comme armes de la lutte ouvrière. Aux Congrès internationaux de Lausanne, Bruxelles et Bâle, en 1867, '68 et '69, ils défendront avec succès la collectivisation du sol, mais les moyens qu'ils préconisent pour y parvenir n'ont pas le caractère politique des thèses marxistes. Une autre différence entre ces dernières et la pensée des socialistes belges apparaîtra plus tard lors des discussions sur la nature de l'État futur: comme les bakouniniens, la majorité des collectivistes belges reste attachée aux principes autonomistes et opposée à l'État centralisé; elle adopte la

même attitude à propos de l'organisation de l'AIT dont la centralisation sous la férule à peine discrète de Marx est mise en question par Bakounine quand lui-même s'affilie à l'Internationale en 1868. De Paepe refusera de prendre nettement parti dans cette question-là, par contre, il s'éloignera progressivement des proudhoniens lors des Congrès de l'Internationale de Genève, Lausanne et surtout Bruxelles en 1868, et l'année suivante il écrira à Marx: « *Quant à moi, je me déproudhonise de plus en plus ; à vrai dire, je ne suis plus proudhonien du tout : je ne l'ai, du reste, jamais été qu'avec de notables restrictions* ».

Mais entretemps un autre acteur était revenu sur la scène, et quel acteur, puisqu'il s'agit de Bakounine, tout auréolé de sa participation active aux révolutions de 1848 à Paris, Prague et Dresde, suite à cela de ses douze ans de bagne en Russie et d'exil en Sibérie, de son évasion rocambolesque de Sibérie en 1861, de son long voyage ensuite à travers le Pacifique, les États-Unis et l'Atlantique, et enfin de son retour inattendu à Londres puis à Paris, avant son installation en Italie et en Suisse et la reprise de ses activités révolutionnaires. Les années de prison ont transformé le fringant bel homme de 1848 en un presque vieillard édenté et grossi, mais son énergie révolutionnaire est plus vive que jamais et son aura dans les milieux d'extrême-gauche est bien réelle et jalouée par Marx, alors discret économiste politique à Londres, et Engels, anonyme industriel à Manchester.

De Paepe fait la connaissance de Bakounine à Lausanne en 1867, dans un Congrès de la Ligue de la Paix qui fait suite à celui de l'Internationale où il a sympathisé avec le plus fidèle adjoint de Bakounine, le Suisse James Guillaume. De Paepe restera toutefois sous l'influence de Marx et c'est son beau-frère, Eugène Hins, l'autre leader et théoricien belge, qui se rapprochera de Bakounine et deviendra son relais au sein de la section belge après leur rencontre au Congrès de Bâle en 1869, un Congrès au cours duquel Hins avait pris une position plus antiautoritaire que Bakounine lui-même sur la question des pouvoirs du Conseil général de l'AIT, Bakounine qui devait d'ailleurs admettre plus tard que Hins avait à ce moment été plus clairvoyant que lui.

À partir de cette année '69 et jusqu'en 1875, Marx est secrètement informé quasi jour par jour de tout ce qui se passe et se dit chez les militants belges par un informateur discret, Edouard Glaser de Willebrord. Il va alors de plus en plus solliciter l'aide de De Paepe pour combattre en Belgique les partisans non plus de Proudhon, c'est dépassé, mais de Bakounine, et notamment Hins. Celui-ci n'hésite pas à reprocher ouvertement à Marx, qui le prend très mal, ses attaques *ad hominem* contre le révolutionnaire russe. À l'inverse, De Paepe, lui, va se désolidariser de Hins et multiplier les courriers d'allégeance à Marx, ce qui n'empêche pas ce dernier et ses partisans de souvent le critiquer en privé.

En fait, au fur et à mesure que les relations entre les partisans de Marx et de Bakounine se tendent, De Paepe se fait de plus en plus prudent et flou. En septembre 1871, avec quatre autres délégués belges dont le Verviétois Pierre Fluche (seul ouvrier présent avec l'Espagnol Lorenzo), il participe à la conférence de l'AIT à Londres, noyauté par le Conseil général, au cours de laquelle sont adoptés des résolutions renforçant les pouvoirs du Conseil général et préparant l'exclusion de la Fédération du Jura suisse dominée par Guillaume et Bakounine, absents de la conférence. Mais ensuite De Paepe ne parvient pas à empêcher le Congrès belge, sous l'influence de Hins, de se désolidariser de ces résolutions et d'affirmer de manière plutôt ambiguë, certes, son soutien aux Jurassiens. Marx est en colère et il interpelle De Paepe dans

une lettre de mai 1872, en lui reprochant la mainmise des Wallons et des Bruxellois sur le Congrès belge : « *Comment se fait-il, écrit-il, que, parmi les délégués, les Flamands font défaut ?* ».

Et voilà le communautaire qui surgit ici, et oui ! Aussi bien chez Marx que chez Bakounine et dans leur entourage respectif, on s'est vite rendu compte, dans les années 1870, que la fracture qui se dessinait entre les uns et les autres au sein de la section belge correspondait aussi au clivage communautaire, les militants flamands étant plus sensibles aux thèses marxistes et leurs camarades wallons aux discours bakouniniens. Lisons ce petit florilège de citation des uns et des autres après la scission de l'Internationale en 1872.

De Engels à Philip Becker en décembre 1876 : « *De Paepe prend actuellement un bon chemin en incitant les Flamands à exiger le suffrage universel et une législation économique. Les forts en gueule wallons sont obligés de marcher eux aussi à présent* ». De Engels encore, en 1887, quand il revient sur l'histoire de l'AIT : « *En Belgique, le proudhonisme régnait sans conteste parmi les travailleurs wallons. Les Flamands ont évincé les Wallons de la direction du mouvement après avoir déposé le proudhonisme* ».

Et enfin, cette longue lettre de James Guillaume à Pierre Kropotkine en 1877, un extraordinaire document prémonitoire qui mérite d'être cité en entier même s'il est un peu long. Guillaume, le bras droit de Bakounine, explique à Kropotkine ce qu'il devrait écrire à Fluche, sur lequel il a encore beaucoup d'influence: « *On a dit aux Wallons : « L'union avec les Flamands est indispensable ; pour atteindre ce but, il faut faire des concessions » ; - et les Wallons ont tout fait pour arriver à constituer l'Union ouvrière, ils ont même beaucoup trop fait, voilà les Flamands qui ne sont pas encore contents, et qui déclarent vouloir faire bande à part ! Eh bien, qu'on les laisse donc aller !* »

« *Est-ce que les Wallons ont besoin des Flamands ? L'union avec les Flamands ne peut que paralyser le mouvement, le fausser, bien loin de lui donner de la vie. D'ailleurs, se figure-t-on que lorsque l'émancipation du travail se réalisera, ce sera dans le cadre de la Belgique politique actuelle, et qu'à cet effet Flamands et Wallons devront marcher d'accord pour tâcher d'avoir une majorité à la Chambre ? Non : l'émancipation sera le résultat d'une révolution partie de Paris ; au signal de cette révolution se lèveront les peuples et fragments de peuple qui ont le feu révolutionnaire : la Suisse française, la Belgique française ; quant aux Flamands, ils feront comme les Suisses allemands, ils nous regarderont tranquillement nous battre* ».

« *Qu'on cesse donc de prêcher aux ouvriers belges l'union entre Wallons et Flamands comme l'unique moyen de salut. Sans doute, cette union sera bonne, si elle peut se faire sans que le parti révolutionnaire soit obligé de sacrifier son programme, et si elle a pour résultat de faire progresser les Flamands ; mais il ne faut pas crier : Union à tout prix ! Il y a des gens qui sont tellement entichés de cette union avec les Flamands, qu'ils sont prêts à tout sacrifier pour cela, principes, dignité, etc* ».

« *Il faudrait faire sentir tout cela bien clairement à Fluse ; lui faire comprendre que dans une alliance où on sacrifie ses principes, on ne gagne pas de la force, tout au contraire on en perd. Dès maintenant, les ouvriers wallons devraient dire résolument aux Flamands : « Organisez-vous comme vous l'entendez, et laissez-nous nous organiser aussi à notre guise ».* Cela

n'empêcherait pas les deux organisations de vivre en paix et de s'entraider à l'occasion. Du reste, il me semble que la différence des langues empêchera toujours en Belgique une organisation unique d'exister sérieusement : si on voulait absolument créer cette organisation unique, l'un des deux éléments prendrait infailliblement le dessus et l'autre serait sacrifié : et celui qui serait sacrifié serait très probablement l'élément wallon ».

On croit rêver. Quand j'affirme que toutes les grandes questions du mouvement ouvrier belge sont posées dès la Première Internationale, je crois que cette citation en est une autre illustration, puisque ce que James Guillaume prédisait se passera souvent au sein du POB puis du PSB et au sein de la FGTB, jusqu'à nos jours, tout comme le débat sur réformisme et révolution et sur les concessions à faire ou non par pragmatisme rebondira bien souvent lui aussi, de De Paepe à Di Rupo en passant par Vandervelde, De Man et Spaak entre autres.

Revenons à l'Internationale. Elle s'était donc scindée en 1872, mais en fait, le ver de la scission était dans le fruit depuis la Conférence de Londres de septembre 1871 et la condamnation des bakouniniens par celle-ci sous l'influence du Conseil général. Les délégués belges conduits par De Paepe sont désavoués au Congrès belge de décembre suivant: on y déclare que "l'Internationale n'est et n'a jamais été qu'un groupement de fédérations *complètement autonomes*", que le Conseil général ne devait être "qu'un centre de correspondance et de renseignements", et on propose de modifier les statuts de l'AIT dans ce sens. En juillet 1872, un autre Congrès belge adopte un projet restreignant les pouvoirs du Conseil général et la tendance de la majorité de la section belge ne fait alors plus de doute, Glaser écrit d'ailleurs à Marx à ce moment que Hins « gouverne et dirige tout le mouvement ».

Deux mois plus tard, en septembre 1872, le Congrès international de La Haye, le seul auquel Marx participera en personne, Congrès noyauté à nouveau par le Conseil général, consacre la scission définitive de l'AIT en votant les pleins pouvoirs au Conseil général et l'exclusion des bakouniniens: les Belges présents, dont Fluche, votent tous avec la minorité tandis que De Paepe, lui, n'a pas voulu être là. Comme plusieurs autres délégations, les Belges refusent ensuite de se rallier à la majorité factice du Congrès. Celui-ci transfère la direction de l'AIT à New-York et les socialistes allemands, anglais et américains se rangent dans le camp de Marx, où les rejoindront cinq ans plus tard les leaders flamands, tandis que les sections espagnole, italienne, française, suisse et belge refusent alors le centralisme autoritaire. Comme l'écrivait Albert Camus en 1951 dans *L'Homme révolté*, « *L'histoire de la première Internationale où le socialisme allemand lutte sans arrêt contre la pensée libertaire des Français, des Espagnols et des Italiens, est aussi l'histoire des luttes entre l'idéologie allemande et l'esprit méditerranéen.* ».

L'AIT est donc divisée désormais en une branche "marxiste" à laquelle vont se substituer peu à peu des partis politiques nationaux et une autre dite « fédéraliste » ou « antiautoritaire » qui donnera naissance, elle, dix ans plus tard à la galaxie anarchiste. Dans l'Internationale antiautoritaire qui survit de 1872 à 1877, on trouve donc la section belge; son attitude n'est pas nécessairement le signe d'une adhésion forte aux thèses anarchistes, mais elle correspond à coup sûr à une mentalité de militants soucieux de conserver jalousement l'autonomie de leurs organisations, tant à l'égard d'une direction nationale qu'internationale d'ailleurs. En effet, sous l'impulsion notamment des Verviétois, les Internationalistes belges vont démanteler leurs propres organes de direction: le Conseil belge est réduit "au rôle de boîte

aux lettres" et son transfert à Verviers, dans la citadelle des antiautoritaires, est décidé fin 1873. *Le Mirabeau* devient alors l'organe officiel de la section belge et les anarchistes conduits par Emile Piette y prennent même le dessus sur Pierre Fluche durant 3 ans.

La décentralisation sans frein laisse alors les groupes locaux livrés à eux-mêmes: beaucoup étant pauvres en militants de valeur, s'épuisent rapidement et disparaissent, désertés par des travailleurs découragés. L'AIT fédéraliste ne survit que dans quelques noyaux révolutionnaires, en Italie, en Espagne, mais surtout à Verviers en Wallonie et dans le Jura en Suisse où les militants encaisseront le retrait de Bakounine en 1873, son décès en 1876 et l'exil de Guillaume à Paris en 1878.

Après avoir vécu quelques mois à Verviers, Hins, sans travail, doit s'exiler en Russie en 1872. Il y restera huit ans et la tendance « antiautoritaire » belge perd donc elle aussi son leader. De Paepe, Brismée et d'autres restent membres de la section bruxelloise jusqu'au début des années 1880, mais leur présence aux réunions de ce qui est devenu un groupuscule ne les empêche pas de collaborer à d'autres organismes soit penchant vers l'anarchisme, soit au contraire ouvertement favorables aux principes sociaux-démocrates. À nouveau, De Paepe ménage la chèvre et le chou avant de s'orienter clairement vers les seconds et de promouvoir la création d'un Parti Socialiste Brabançon sur le modèle du SPD allemand, si bien que l'historien de l'anarchisme Marx Nettelau verra en De Paepe « le fossoyeur de l'Internationale en Belgique ».

De même à Anvers, où siège le Conseil belge en 1875-76, son secrétaire général Philippe Coenen lui-même néglige ce qui reste de l'Internationale et participe en revanche à la fondation d'un Parti Socialiste Flamand. Tout comme le Jura en Suisse jusqu'au départ de James Guillaume pour Paris en 1878, seule Verviers reste jusqu'à la fin de la décennie le cœur révolutionnaire en Belgique. L'Internationale est encore active en bord de Vesdre jusqu'en 1877 et les Verviétois accueillent en septembre de cette année-là James Guillaume, Kropotkine et toute la fine fleur de l'Internationale antiautoritaire pour ce qui sera son dernier Congrès. C'est ce Congrès de Verviers qui marque la fin réelle de la Première Internationale dont la branche marxiste s'était, elle, dissoute en 1876 après avoir vivoté elle aussi.

Durant trois ans après le Congrès de 1877, Fluche, qui avait repris le dessus sur le mouvement à Verviers, parviendra à résister aux sirènes pragmatiques des Flamands et des Bruxellois et c'est sans les Wallons que ceux-ci créeront un éphémère Parti Socialiste belge en 1879 préfigurant le POB de 1885. Ce n'est qu'au début des années '80 que les Verviétois se rallieront à l'action politique, mais Fluche n'acceptera jamais de conduire autre chose qu'une liste communale et il refusera toujours de siéger au Parlement.

Concluons. L'Internationale déclina donc en Belgique dès 1873 en raison de ses divisions internes, mais le manque de maturité politique et syndicale du monde ouvrier fut un autre motif, tout à fait compréhensible : dès qu'il commença à subir une longue période de dépression économique avec des baisses de salaire et des pertes d'emplois en l'absence de toute protection sociale, l'ouvrier défendit alors prioritairement son travail, il abandonna son syndicat et la section de l'AIT, persuadés que l'un et l'autre ainsi que les années de privations et de luttes n'avaient servi à rien. Il faut souligner à ce propos que les meneurs de l'AIT prenaient tous des risques bien réels pour leur vie professionnelle et familiale, et beaucoup

l'ont payé durement, perdant leur emploi voire devant s'exiler. À l'inverse, il faut souligner qu'au-delà des militants de premier plan, l'adhésion à l'Internationale a été pour beaucoup de travailleurs très temporaire: on se laissait inscrire à la fin d'un meeting mais sans s'impliquer davantage, on adhérait à l'occasion d'un conflit mais pour quitter le groupe une fois la grève achevée, on retirait ses quelques francs de cotisation dès que les besoins du ménage l'exigeaient, et le problème de la rentrée des cotisations a été un souci permanent pour toutes les sections locales et nationales. C'est pourquoi les estimations des effectifs de l'Internationale en Belgique, quand elles ne sont pas fantaisistes, ne rendent compte que partiellement d'une réalité très fluctuante. À titre indicatif, on notera qu'en 1869 les quelque 85 sections locales existantes avaient chacune entre 100 et 300 cotisants, celle de Bruxelles environ 1.500 associés et donc la section belge peut-être 10.000 membres. En 1872, ils étaient encore 5.000, mais les 6/10^{ème} des cotisations versées à la section belge venaient de Verviers.

En dépit de sa relative fugacité et de ses divisions, l'Internationale a eu des effets primordiaux pour l'évolution du socialisme belge. Partout en Wallonie ainsi qu'à Gand et à Anvers en Flandre, les masses ouvrières sortirent alors de leur passivité. On apprit alors à préparer une grève car l'attitude de l'AIT en la matière fut toujours d'inculquer autant que possible des notions de discipline et de tactique et de freiner les mouvements inconsidérés, alors qu'au cours des quarante années écoulées depuis l'indépendance des centaines de grèves, alors toutes illégales, avaient entraîné en pure perte la mort de dizaines de travailleurs et la prison pour des centaines d'autres. C'est grâce à l'organisation de l'Internationale qu'on perçut alors les possibilités d'un vaste mouvement syndical concerté, avec les premières réductions du temps de travail obtenue par les métallos en 1871. Même superficiellement, des notions de socialisme et d'organisation pénétrèrent ainsi chez les travailleurs de la quasi-totalité des grands secteurs industriels. Enfin, cette première grande tentative d'organisation des prolétaires fut aussi l'occasion de confrontations idéologiques *sur le terrain de la pratique* entre libertaires et centralisateurs, entre révolutionnaires et réformistes.

On doit saluer la mémoire de ces premiers militants ouvriers, de celles et ceux qui se sont engagés à cette époque, la seule, vraiment la seule où il n'y avait strictement aucune place à gagner mais tout à perdre à titre personnel. Une fois qu'un poste de limonadier rémunéré fut créé dans une coopérative et que les premiers mandats de Conseillers communaux furent conquis dans les années 1880, une page était tournée et c'est une autre histoire qui commençait et qui se prolonge encore aujourd'hui. C'est cette histoire là qui a le plus abondamment été écrite depuis en Belgique, celle du POB ou de ses dissidents et parfois adversaires anarchistes puis communistes, et c'est une des explications de la relative méconnaissance de l'histoire de la Première Internationale chez nous, sur laquelle il n'existe aucun ouvrage de synthèse pour la Belgique.